

[Texte]

last few months and they are part of the air defence capability. So we are moving in that same direction.

Mr. Brewin: This is my last question. The Minister asked for suggestions as to how we could deal with this. I suggest that it be done by changing our role if under the present circumstances the role of active defence against manned bombers is no longer a real threat or it is so real that it cannot be defended against. Is that not an area in which we should look for real reductions?

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I would like the Committee to think about the role, as I have tried to do. We are not just there to intercept manned bombers. We are there to have surveillance and an identification capability over Canadian air space. I mentioned this the other night when speaking during the Throne debate. I said; "What would happen if we had no interceptor capability and an unidentified aircraft just flew across Canada and we could not get him to talk to the transport, to the normal towers in the airports?"

What would we do? We would have to phone the United States and say come on up and help us locate this fellow and identify him. Do we want American planes coming up to identify planes?

Mr. Brewin: Of course, I agree with the Minister, but I put it to him whether a joint command in Colorado Springs is necessary for us to defend our airspace and I suggest really this is a substantial change. For years this NORAD agreement was defended on the ground that there was a threat of manned bombers. We are now told that does not exist or at any rate you cannot deal with it and I suggest, and perhaps the Minister has agreed with me to an extent, that that is an area within which we should be seeking for reduction.

Mr. Richardson: Yes, I think we are in broad agreement. The degree, the speed will relate in part to the extent to which we want to have this other identification surveillance capability quite apart from bombers. It also depends on the other systems that are put in place by the Americans and ourselves that could substitute.

Mr. Brewin: Mr. Chairman, my last question because this is really the last question this time.

Is the Minister still willing as he expressed he was to the predecessor of this Committee in the last session to have this whole question of NORAD and its renewal fully investigated by this Committee, by appropriate reference, before final decisions are made in respect to the renewal of NORAD?

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I have always welcomed assistance from the Committee, I said that at the beginning of my statement, and if you can help in the

[Interprétation]

nous sommes parvenus, avec quelques difficultés, à fermer trois stations de radar au cours des derniers mois, qui faisaient partie de nos ressources de défense aérienne. Nous allons donc dans le même sens.

M. Brewin: Voici ma dernière question. Le ministre a sollicité nos suggestions quant à la manière d'effectuer ces réductions. Je propose que l'on s'y prenne en revisant notre rôle, s'il est vrai qu'à l'époque actuelle la menace d'attaque par bombardiers pilotés n'est plus très sérieuse, ou bien qu'elle est tellement sérieuse qu'il n'existe pas de défense possible. N'est-ce pas là un domaine où des réductions véritables seraient éventuellement possibles?

M. Richardson: Monsieur le président, j'invite les membres du Comité de réfléchir, comme j'ai essayé de le faire moi-même, à la nature de notre rôle. Notre but n'est pas exclusivement l'interception des bombardiers pilotés. Il est aussi de rendre possible la surveillance et l'identification d'avions étrangers dans l'espace aérien canadien. J'ai parlé de cela l'autre soir au cours du débat sur le Discours du trône. J'ai dit: «que se passerait-il si nous n'avions aucune possibilité d'interception, et qu'un aéronef non identifié arrive à survoler le Canada sans que nous puissions établir le contact avec les tours de contrôle de nos aéroports?».

Que ferions-nous à ce moment-là? Il nous faudrait téléphoner aux États-Unis pour leur demander de venir nous aider à trouver et à identifier cet avion. Or, veut-on vraiment faire venir des avions américains pour identifier les intrus?

M. Brewin: Je suis d'accord, naturellement, avec le ministre, mais je lui demanderais alors si un commandement conjoint à Colorado Springs nous est indispensable pour défendre notre espace aérien, et je soutiens qu'il y a là un important changement de politique. On a défendu l'accord NORAD pendant bien des années en invoquant la menace d'attaque par bombardiers pilotés. Maintenant, on nous dit que cette menace n'existe plus, ou bien qu'il n'y a plus moyen de s'en défendre, et je propose donc, dans l'espoir que le ministre sera d'accord dans une certaine mesure, que voici un domaine où nous devrions essayer d'effectuer une réduction.

M. Richardson: Oui, je crois que d'une façon générale, nous sommes d'accord. La mesure de cette réduction et la rapidité de sa réalisation dépendront en partie de l'importance que nous accordons à nos possibilités d'identification et de surveillance, indépendamment de la menace des bombardiers. Cela dépendra également des dispositifs que nous trouverons, nous et les Américains, pour remplacer ceux dont on dispose actuellement.

M. Brewin: Monsieur le président, cette fois-ci il s'agit vraiment de ma dernière question.

Le ministre est-il prêt, comme il l'a proclamé au cours de la dernière session à l'ancien comité des Affaires extérieures, à faire faire une enquête, par ce comité avec le mandat qui convient, sur tous les aspects de cette question du NORAD et de sa mise à jour, avant que les décisions définitives soient prises?

M. Richardson: Monsieur le président, comme je l'ai dit au début de ma déclaration, j'ai toujours été content de l'aide que m'assure ce comité, et si par une étude quel-